Groupe Pays Madagascar

Le 15 février 2008

Dates à retenir :

- 1^{er} juillet : bureau exécutif de Cités Unies France
- 16 décembre : Assemblée générale de Cités Unies France

Présents :

Collectivités locales :

Laurent BOUDON (Office de Développement International de Saint Etienne), Flora BRUNELLE (Conseil régional de Haute-Normandie), Jean CARPENTIER (Conseil général de l'Eure), Léon DIOP (Clichy la Garenne), Charles PONSART (Clichy la Garenne), Pierre Yves LECHAT (Conseil régional de Bretagne), Lionel MEFIANT (Conseil régional d'Auvergne), Marie-Laure ROBERT (IRCOD d'Alsace), Anne WAXIN (Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais).

Autres Institutions :

Assiba ABBACI (Cités Unies France), Astrid FREY (Cités Unies France), Camille AL DABAGHY (Doctorante, EHESS), Jean-Yves BARRERE (Consortium de Solidarité avec Madagascar), Jean-Claude RABEHERIFARA (Consortium de Solidarité avec Madagascar), Sandra BAUDE (Horizons Solidaires), Pierre LAYE (Ministère des Affaires Etrangères), Casimir RAKOTOANOSY (ASAM Dourdan), Pascale RICCOBONI (Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France), Marc VEZINA (Syndicat des Eaux d'Ile de France).

Délégation venue de Madagascar :

Riji RANAIVOARISON (coordinateur du Programme National Foncier), Maminirina ANDRIHERISOA (chargé de programme, Programme National Foncier), Émilie PELERIN (Programme National Foncier), Kévin CHRÉTIEN (membre du Ministère auprès de la Présidence de la République chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire).

Excusés :

Collectivités locales :

Jean-Louis DESTANS, président du groupe-pays Madagascar (Conseil général de l'Eure) Émilie BECOUZE (Conseil général d'Ille et Vilaine), Anna CALVEZ (Conseil général du Finistère), Émilie CASTEL (Conseil régional de Bourgogne), Ivan DEDESSUS LE MOUSTIER (Conseil régional Rhône - Alpes), Vincent DUSSAUX (Communauté Urbaine de Lyon), Flavie DUTRY (Conseil régional de Picardie), Christiane ECKERT (Mulhouse), Marc FAUVIN (Saint Priest en Jarez), Isadora GUERRA (Communauté d'Agglomérations de Rouen), Sabine GUICHET LEBAILLY (Conseil régional de Basse-Normandie), Mireille KERBAOL (Conseil régional d'Aquitaine), Constance KOUKOUÏ (Cités Unies France), Annick LAPPART (Conseil général des Deux-Sèvres), Jean Yves LE DRIAN (Conseil régional de Bretagne), Nadège LECLUSE (Conseil régional de Bretagne), Denis LESAGE (Conseil général de la Manche), Michèle MARGUERON (Paris), Max MARTINEZ (Bonsecours), Christian PAPOUSSAMY (Communauté d'Agglomérations de la Côte Ouest), Coralie PEYROT (Conseil régional de Picardie), Roland ROBERT (La Possession), Michel THIOILLIERE (Saint Etienne).

Autres Institutions :

Élisabeth BARINCOU (Association des Départements de France), Yves DELAUNAY (Association des Régions de France), Denise ROUSSEL (présidente d'association Château-Thierry).

Propos introductifs

Monsieur Jean-Luc Carpentier – directeur général adjoint du Conseil général de l’Eure - représentant Jean-Louis Destans, président du groupe-pays Madagascar et président du Conseil général de l’Eure, introduit la séance en présentant l’ordre du jour. La sécurisation foncière à Madagascar sera le thème principalement abordé.

Madame Astrid Frey, chargée de mission au pôle Afrique de Cités Unies France, présente des excuses au nom des personnes absentes. Elle revient ensuite sur le projet de Sécurisation Foncière et l’Aménagement du Territoire (SFAT) mené par le Centre de coopération Internationale en recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). Ce projet a été présenté lors de la précédente réunion du groupe pays Madagascar, le 29 mai 2007 et a permis d’introduire la thématique de la sécurisation foncière, objet de la réunion du jour.

Prise de parole par Monsieur Rija RANAIVOARISON, coordinateur du Programme National Foncier (PNF).

Monsieur Ranaivoarison remercie Cités Unies France ainsi que l’ensemble des personnes présentes de lui permettre de présenter les travaux menés par le PNF. Ce programme, sous la supervision du ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche (MAEP), a débuté en 2005 à la suite d’une réflexion menée sur la question foncière par le gouvernement malgache, des ONG et des membres de la société civile.

L’actuelle réforme foncière est passée par trois phases successives :

- Une première phase de détermination des orientations de la politique foncière,
- La deuxième de démarrage du processus de réforme sur 30 mois,
- La troisième phase, en cours, est une phase d’extension de la réforme.

La très forte demande en titres fonciers (environ 400.000 demandes en cours) se heurte à une faible capacité de délivrance (environ 1000 titres délivrés par an) ; peu de terres sont effectivement couvertes par des titres (1/15^e du territoire) et les mutations sont rarement enregistrées. Cette crise est liée à :

- La méconnaissance des textes de loi ;
- La complexité de la procédure d’immatriculation ;
- La saturation et la paupérisation des services fonciers ;
- Le décalage entre les capacités de l’Etat et le principe de domanialité.

Afin de sécuriser leur statut, les citoyens établissent des titres sur papier, dits « petits papiers » ; cependant, ils n’ont pas de valeur légale et ne sont pas reconnus par l’administration foncière. L’enjeu de la réforme foncière consiste donc à « réconcilier le légal et le légitime ». L’intérêt de décentraliser la gestion foncière est de transformer les « petits papiers » en certificats fonciers, permettant aux communes de délivrer elles-mêmes des titres fonciers.

La réforme suppose un déroulement selon 4 axes :

- La restructuration et la modernisation des services fonciers ;
- La décentralisation de la gestion foncière ;
- La rénovation de la réglementation foncière qui date de l'époque coloniale ;
- La formation des personnes en charge des enregistrements et la communication autour des guichets existants.

A cet effet, une nouvelle structure a été mise en place, **l'observatoire du foncier**, qui a pour rôle d'analyser et d'aider au pilotage de la réforme ; il doit contrôler la qualité du dispositif mis en place ainsi que son impact sur la lutte contre la pauvreté¹.

A la suite de cette présentation de la réforme foncière, Monsieur RANAIVOARISON expose le premier bilan de la phase de démarrage.

1)En matière juridique

Deux nouvelles lois majeures ont été adoptées en 2005 et 2006 :

- La première est une loi de cadrage sur le statut des terres (loi du 17 octobre 2005, n°2005-019) ;
- La seconde est une loi sur la propriété privée non titrée.

D'autres textes sont en cours de validation. Ces derniers portent sur les terrains à statut spécifique, les domaines public et privé ainsi que sur la propriété privée titrée.

2)En matière de modernisation des services fonciers

Monsieur RANAIVOARISON décrit les méthodes déjà existantes, telles que la conception de schéma directeur de modernisation et de restructuration des services fonciers ou encore la conception de logiciels de gestion des données foncières.

Il expose également les opérations en cours :

- L'informatisation des archives engagée dans neuf circonscriptions ;
- Les formations ponctuelles d'agents de l'administration aux nouveaux outils de gestion foncière ;
- L'acquisition en cours d'images pour neuf régions.

3)En matière de décentralisation de la gestion foncière

D'importants résultats ont été enregistrés :

- La mise en place de 45 guichets fonciers ayant autorité pour délivrer des certificats fonciers ;
- L'informatisation de 25 % des communes du pays
- La délivrance de 2400 certificats fonciers et 11.750 demandes en instance ;
- La conception et la diffusion d'un guide pratique de la gestion foncière décentralisée ;

¹ www.foncier.gov.mg

- La formation de 1000 agents communaux.

Sont ensuite évoqués les objectifs et principales actions à lancer pour l'extension de la réforme à l'échelle nationale. Deux axes sont présentés :

- La modernisation des services fonciers déconcentrés ;
- La décentralisation de la gestion foncière en fournissant aux régions la capacité pour le faire.

Dans cette optique, le PNF ambitionne de créer une cellule PNF dans chaque région et de mettre en place un fonds régional foncier (en lien avec le Fonds de Développement local). Il souhaite créer des guichets uniques (rassemblant le service topographique et le service du domaine) et mettre en place un dispositif régional et national d'appui conseil ouvert à toutes les communes pour l'installation et le fonctionnement d'un guichet foncier. L'idéal serait d'avoir un fonds auquel tous les bailleurs contribueraient (fonds-panier).

La présentation se conclut par l'évocation des contraintes et limites liées à la réforme. Sont citées à titre d'illustration :

- Les compétences communales encore fragiles ;
- Les capacités limitées du PNF face à l'ampleur des enjeux ;
- La nouvelle vague de besoins à couvrir à partir de mi-2009.

Remarques et questions soulevées par l'intervention

Monsieur Carpentier remercie l'intervenant pour la clarté de son propos et constate qu'il existe un parallélisme entre les questions qui ont été évoquées et ce qui se passe en France en matière foncière.

Plusieurs questions sont ensuite posées aux représentants du PNF :

Question : *Quelle est la part de la propriété publique par rapport à la propriété privée ?*

Il existe une difficulté pour répondre à cette question car le domaine public n'est pas délimité ; depuis la réforme foncière de 2005, prévaut le principe de la propriété privée non titrée : la terre est privée jusqu'à prouver le contraire.

Question : *Où sont situés les parcs nationaux ?*

La loi de cadrage sur le statut des terres en 2005 a différencié le domaine public, les terrains privés (titrés ou non) et les terrains à statut spécifique. Les parcs nationaux se situent dans cette dernière catégorie.

Question : *Concrètement en 2008 il y a des titres et des certificats, les derniers sont-ils suffisants ? Comment se passe la coordination ?*

Sur les photos aériennes ou satellites qui sont prises il est possible de localiser les terrains déjà titrés, dès lors s'il n'existe pas de titre les communes sont compétentes pour délivrer les certificats fonciers ; les services fonciers, eux, sont responsables pour l'enregistrement des titres. De plus, il existe des échanges d'informations entre les

services fonciers (services déconcentrés, situés au niveau des régions) et les communes ce qui en principe rend impossible toute superposition entre les titres et les certificats. Toutefois, il arrive qu'à cause de problèmes liés à la précision des images ou à l'échelle certaines difficultés surviennent pour délimiter un terrain.

Question : *Quel est la valeur juridique des certificats fonciers ?*

Juridiquement les certificats fonciers ont la même valeur que les titres (concernant les droits réels).

Question : *En quoi à un moment donné la réforme foncière a-t-elle permis de mieux maîtriser les politiques volontaristes d'aménagement ?*

Le PNF n'a pas vocation à régler tous les problèmes, mais il tente d'améliorer la situation en essayant notamment d'articuler les activités entre différents ministères.

Question : *Des moyens financiers ont-ils été transférés aux collectivités locales pour mettre en œuvre le PNF ?*

Aujourd'hui, la décentralisation est en œuvre au niveau des communes mais pas encore au niveau des régions. Les dotations étatiques vont augmenter de 50 % pour toutes les communes de plus de 5000 habitants. Toutefois, les membres du PNF militent en faveur d'un transfert de moyens plus important au profit du fonctionnement des guichets fonciers et pour diminuer les droits d'enregistrement très élevés, frein au fonctionnement correct des guichets.

Question : *Qui finance le PNF ?*

Il existe 13 bailleurs de fonds qui financent le PNF à hauteur de 42 millions de dollars. Le plus important est le Millénium Challenge Account (MCA), programme de coopération américain, qui finance 37 millions de dollars du programme ; l'Union Européenne apporte également son concours financier au programme à hauteur de 2 millions d'euros. Les autres bailleurs sont des ambassades, la Banque mondiale (FIDA) et des associations. Ceci étant, les recettes perçues par les guichets fonciers doivent permettre d'internaliser leur fonctionnement.

Question : *Comment se fait la sélection des communes ? Est-ce les bailleurs qui choisissent ? Combien d'années faut-il pour que toutes les communes soient concernées ? En l'absence de guichet foncier où se fait l'enregistrement ?*

À Madagascar il y a 1557 communes, 400 ont été sélectionnées à partir de trois critères :

- Un critère technique (ex : présence d'un réseau d'électricité) ;
- Un critère politique (les communes sont définies comme prioritaires dans les Plans régionaux) ;
- Intervention des bailleurs selon leurs projets, le foncier n'étant qu'un aspect de leur programme.

D'autre part, certaines communes demandent à obtenir un guichet foncier et proposent de prendre en charge certains aspects comme la mise à disposition de bâtiments ou de personnel.

En l'absence de guichet foncier, l'enregistrement s'effectue auprès des services fonciers de l'Etat.

Il est enfin précisé que la fin des financements du MCA et de l'UE est prévue pour 2009.

L'expérience du projet BV Lac (Alaotra) présentée par Monsieur Maminirina ANDRIHERSOA, chargé de projet au PNF

Monsieur Andrihersoa présente à l'aide de diapositives le projet BV Lac qui a joué un rôle de référence au niveau national.

Après avoir situé la région concernée sur une carte, l'intervenant explique la façon dont s'est faite la réforme.

La procédure d'immatriculation foncière existante était très lourde ; par conséquent, des solutions alternatives ont été recherchées. La mise en place des guichets fonciers a été la solution adoptée, à partir de certains principes :

- Le guichet foncier doit être mis en place à la demande des communes ;
- Les communes doivent être impliquées dans le processus afin de se l'approprier ;
- L'appui financier et matériel du projet n'est prévu que pour le démarrage ; par la suite, il doit être dégressif ;
- Les communes sont appuyées par une cellule régionale du PNF.

Le PNF permet la mise en place d'Organismes Publics de Coopération Intercommunale (OPCI) et de guichets fonciers communaux ou intercommunaux.

Monsieur Andrihersoa illustre son propos en donnant l'exemple du projet intercommunal entre trois communes, Amparafaravola, Sahamamy et Ambohimanroso, qui a servi de laboratoire pour la réforme. Le premier guichet y a été créé et les premiers agents y ont été formés avec la participation des communes. La loi de cadrage sur le statut des terres de 2005 s'est basée sur les réalisations de cette région. En 2006, le projet a été étendu vers la rive est du lac Alaotra. Quatre communes se sont regroupées, Ambohitsilaozana, Ambatosoratra, Amparihitsokatra, et Manakambahiny Est pour la mise en place de l'OPCI Taratr'Alaotra. 118 premiers certificats fonciers ont été distribués à Amparafaravola.

Le projet se trouve pour l'heure dans une phase de renforcement des acquis et d'extension du programme. D'autres guichets fonciers ont été créés et il y a eu une deuxième vague de formation des agents fonciers. Le PNF est en train de mettre en place une cellule régionale du programme avec la présence d'un correspondant régional. Un crédit foncier a été créé pour permettre aux personnes désireuses d'obtenir un prêt afin de financer la procédure de demande de certificat foncier.

En conclusion Monsieur Andrihersoa présente les différents guichets fonciers qui existent :

- Le guichet foncier « standard » est un guichet informatisé composé de deux agents pour une à trois communes ;
- Le guichet foncier « papier » existe pour les communes dotées d'un réseau d'électricité et de techniciens sachant se servir de l'outil informatique. Autour de cette commune se trouvent des guichets fonciers « papier » ; leurs informations sont collectées sur papier et sont envoyées au guichet informatisé qui centralise l'information ;

- Le guichet foncier « mobile » est un guichet foncier communal avec cinq agents mobiles pour dix communes.

Il faut 20.200 euros pour la mise en place d'un guichet foncier de référence nationale, 6.730 euros pour un guichet foncier standard, 7.900 euros pour un centre de ressources d'information foncière et 2.115 euros pour un guichet foncier papier.

Monsieur Carpentier souligne la clarté de l'exposé et remercie une fois encore les représentants du PNF pour la qualité de leurs présentations.

Intervention de Mademoiselle Camille AL DABAGHY, doctorante au CEMS (Centre d'Etude des Mouvements Sociaux-EHESS)

Mademoiselle Al Dabaghy fonde son intervention sur des données bibliographiques et non des recherches de terrain².

Elle se propose d'aborder les questions suivantes :

- La situation foncière en milieu urbain et périurbain présente-t-elle des spécificités ?
- Comment s'articule t-elle avec les problématiques d'aménagement du territoire ?
- Quelles sont en conséquence les contraintes qui pèsent sur l'action communale issue de la décentralisation, en particulier, la décentralisation en matière de gestion foncière ?

Spécificités de la situation foncière en milieu urbain

Selon son exposé, les mêmes causes - législation inadaptée et défaillance de la gestion foncière par l'Etat et les collectivités - produisent les mêmes effets : accès au foncier limité, informalisation de la gestion et de la situation foncières et insécurité foncière des habitants et acteurs économiques.

La forte croissance de la population urbaine, passant de 16 % de la population totale en 1975 à 30 % en 2005 (le taux de croissance actuel est estimé à 3,6%/an), renforce encore cette dynamique d'informalisation. Cette forte croissance se confronte à la rareté générale des terrains libres mais surtout à l'absence de politique foncière communale visant à mettre à disposition des terrains viabilisés ou des logements. Les nouveaux demandeurs s'installent donc sur des terrains occupés, titrés ou non, que ces statuts fonciers soient connus ou non. En ville, l'occupation informelle de terrains recouvre ainsi des situations extrêmement variées (notamment en termes de légitimité ou

2 Collectif (1998), *La cité des mille, Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme* ; Collection du CITE/TSIPIKA.

Faivre C. (2000), « La gestion foncière urbaine à Madagascar : un enjeu d'efficacité dans la décentralisation », mémoire pour l'obtention du diplôme d'ingénieur E.S.G.T., Ecole Supérieure des Géomètres et Topographes, Paris.

Fournet guérin C. (2004), « La géographie invisible de la ville : l'inscription des castes dans l'espace urbain à Tananarive », communication lors du colloque géographie sociale de Rennes, 21-22 octobre 2004.

UN-Habitat (2006), « diagnostic de la situation et de la gestion foncières en milieu urbain et périurbain ».

Wachsenberger (2006), *Les quartiers pauvres à Antananarivo : enfermement ou support ?*, DIAL document de travail, 2006-05.

d'illégitimité). A ce titre, deux éléments méritent d'être soulignés : d'une part, le cas des propriétés foncières non-titrées est largement minoritaire en milieu urbain (moins de 15% en moyenne) ; d'autre part, la sécurisation foncière en milieu urbain suppose la régularisation de multiples modes informels d'occupation foncière.

Enfin, cette informalité foncière débouche sur de nombreux conflits : entre héritiers, entre voisins, entre occupants et propriétaires ou encore entre occupants et collectivités locales, quand les occupations (légalisées ou non) de terrains communaux empêchent la réalisation d'équipements collectifs ou d'aménagement de l'espace public.

Foncier et aménagement du territoire

La défaillance des politiques communales de planification du développement urbain - autrement dit l'absence d'outils actualisés et utilisés de gestion du développement urbain - a pour conséquence de lier le problème *foncier* des occupations non réglementaires au problème d'*urbanisme* du développement des quartiers dits informels. Cette croissance urbaine spontanée se fait dans les espaces interstitiels et périphériques ; elle forme actuellement le tiers sinon la moitié de la plupart des agglomérations et est à l'origine d'une dualité spatiale entre la ville consolidée d'avant 1970 et la ville plus ou moins précaire, désordonnée et souvent non viabilisée. L'informalité en terme d'urbanisme, couplée avec une forte densité de population et de constructions, favorise l'émergence et l'accumulation de problèmes sanitaire et sociaux importants : non-accès aux services urbains de base (eau, électricité, assainissement), insalubrité, entassement, conflits de voisinage...).

L'action communale dans ce contexte

Si c'est le défaut de maîtrise du développement urbain par les communes et celui de gestion foncière par l'Etat et les communes qui sont à l'origine de l'expansion des quartiers informels, inversement, ce sont bien les problèmes fonciers qui entravent la gestion du développement urbain par les communes.

En premier lieu, ils rendent difficile l'aménagement des quartiers informels (manque de place, topographie problématique, coût économique et politique des déplacements et relogements...). En second lieu, les investisseurs sont freinés par l'insuffisance de garantie sur le foncier et par le manque de ressources foncières des communes. Enfin, la situation foncière fragilise la position de la commune comme l'acteur central du développement urbain en limitant les ressources financières liées à la fiscalité locale.

La réforme foncière en milieu urbain

Les villes n'ont été que peu ou pas touchées par les expériences de sécurisation foncière des années 80 et 90.

Si l'actuelle réforme législative concerne la totalité du territoire malgache, le Programme National Foncier n'a pas été, à l'origine du moins, envisagé en fonction des problématiques urbaines. Aujourd'hui seuls quelques gros bourgs ont mis en place des guichets fonciers (Ambatondrazaka et Ambilobe). Dans les grandes villes, plusieurs facteurs semblent devoir freiner ce mouvement :

- la réticence des bailleurs (notons qu'il n'y a plus aujourd'hui de grands projets intégrés de développement urbain qui pourraient articuler foncier et aménagement) ;
- la réticence des maires, soumis à de fortes contraintes politiques.

L'un des enjeux actuels, comme la souligné M. Ranaivoarison, est de rattacher l'action du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (tutelle du PNF) à celle du ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire.

Réactions suite à cette intervention

Les représentants du PNF tiennent à préciser, qu'au départ, la réforme avait surtout vocation à résoudre les problèmes fonciers dans le milieu rural, toutefois ceci n'empêche pas l'existence d'études sur le milieu urbain. Des guichets vont être mis en place et une proposition a été faite pour installer un comité pour tous les cas de situations informelles.

Marie-Laure ROBERT, IRCOD Alsace

Dans le cadre de leurs actions de coopération avec Mahajanga, l'IRCOD Alsace a souhaité travailler sur le renforcement des capacités et la définition d'une politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme. L'IRCOD a également accompagné la commune dans le domaine de la sécurisation foncière (zone inondable, nouveaux terrains) en délivrant des titres à la population ; ceci, avec la participation du Conseil général du Bas-Rhin.

De même, leur action à Maevatanana en appui à la fiscalité locale, s'est intéressée à l'impôt sur le bâti.

Intervention de Monsieur Marc VEZINA, Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF)

Cela fait 20 ans que le SEDIF finance des projets portés par des ONG françaises. En 2001 le SEDIF a décidé d'accompagner Madagascar dans des projets concernant le domaine hydraulique. Les actions menées ont toujours fait l'objet d'un suivi-évaluation. Ceci a permis de constater qu'à l'heure actuelle certains équipements ne fonctionnent pas, 30 à 50 % des ouvrages réalisés ne distribuent plus d'eau. Cela est dû, d'une part à l'utilisation du bois comme combustible et aux cultures sur brûlis qui, en annihilant le couvert végétal, contribuent à la baisse des nappes phréatiques, et d'autre part à l'occupation illicite des domaines forestiers nationaux. Le SEDIF cherche actuellement des solutions efficaces pour y remédier.

Réactions suite à l'intervention

Monsieur Carpentier rappelle que les problèmes liés à l'eau concernent de très nombreux pays et qu'il faut lier cette question au statut foncier du territoire. Il convient donc de chercher des pistes en terme d'appui institutionnel pour aider Madagascar à trouver des solutions. Monsieur Carpentier évoque ainsi l'outil existant en France, le SAGE – Schéma d'Aménagement de la Gestion en Eau.

Intervention de Monsieur Kévin CHRÉTIEN, placé auprès du MPRDAT³

Monsieur Chrétien présente les grands événements se rapportant à la décentralisation

³ Ministère auprès de la Présidence de la République chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire

ayant eu lieu en 2007 :

Le processus de décentralisation et de déconcentration s'est poursuivi en 2007 par une reconnaissance du rôle des régions et des communes dans la constitution (révision du 4 avril 2007). La constitution a attribué aux régions une autonomie administrative et un pouvoir réglementaire en les dotant d'un organe exécutif et d'un organe délibérant.

Concernant le Fonds de Développement Local (FDL), destiné à canaliser les ressources financières de l'Etat et des bailleurs au profit des investissements communaux, la directrice générale vient d'être nommée le 13 février en la personne de Mme Hanitra Raharinjatovo.

Il existe actuellement 18 Centres d'Appui aux Communes (CAC) à Madagascar, leur rôle est de renforcer les collectivités dans leur mission de service public. Pour porter ces structures, la création d'associations de communes ou OPCI permettent de déterminer les besoins communs des collectivités territoriales. Actuellement, la principale thématique portée est la fiscalité locale, l'objectif étant de permettre aux collectivités de dégager des ressources propres. Par ailleurs, les CAC semblent davantage intéresser les régions, à la recherche d'expertise, que les communes. Des risques de substitution des CAC au travail des communes sont prégnants. Le manque de vision partagée entre les différents bailleurs joue en la défaveur des CAC. Une information : le CAC de la région d'Itasy atteint de bons résultats en termes de recouvrement fiscal.

Une refonte des textes sur la décentralisation a été amorcée en 2007 ; elle est toujours en cours⁴. Ses résultats doivent être présentés lors de la prochaine session parlementaire en mai prochain. De plus, le ministère compétent a entrepris un travail de révision et d'explication des compétences politiques et légales dévolues aux collectivités locales.

Les Assises de mai 2006 ont été le moment d'une importante mobilisation en faveur de la coopération décentralisée. Celle-ci a cependant été en baisse au cours de l'année 2007. Il est donc nécessaire de rechercher des moyens afin de susciter à nouveau cet élan. La tenue d'un événement similaire aux Assises pourrait apporter une solution à ce problème. Le MPRDAT et l'Ambassade de France souhaitent réactiver le comité de suivi des Assises.

Les élections régionales auront lieu le 16 mars 2008 ; les présidents de régions resteront pour l'instant nommés par le Président de la République. Concernant la coopération entre régions, les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT) apparaissent comme étant parmi les besoins les urgents.

Questions posées à la suite de cette intervention

Question : *Comment les régions s'approprient-elles la question foncière ?*

Il existe une cellule régionale du PNF sous l'égide de la Direction Régional du Développement Rural (DRDR).

⁴ tous les bailleurs ont reçu une communication des textes prévisionnels

Question : Quel est le prix des certificats fonciers ?

Ce sont les communes qui en décident. Les fourchettes sont très larges cela dépend de la taille et de l'importance du terrain. Il y a une réflexion qui est en cours afin de diminuer les coûts.

Intervention de Monsieur RANAIVOARISON

En 2008 l'objectif du PNF est d'étendre la réforme à 278 communes. Il existe une forte demande pour la création de guichets fonciers.

Concernant la région d'Analamanga, les photos aériennes et images satellites existent déjà, il ne reste plus qu'à les exploiter (or les photos aériennes constituent 60% des coûts d'un guichet foncier). Il y a donc un besoin de financement. Le coût d'investissement s'élève à 57.000 USD (environ 39.000 Euros) et le coût de fonctionnement s'élève à 155.000 USD (environ 106.000 Euros) sur 3 ans.

Les représentants du PNF lance un appel aux collectivités françaises afin qu'elles puissent apporter leur appui financier et institutionnel à l'élaboration du Plan Local d'Organisation Foncière (PLOF) de la région d'Analamanga.

Pistes de travail pour la prochaine réunion

Monsieur Pierre Laye, Direction des politiques de développement au ministère des Affaires étrangères soulève la question suivante : comment aller plus loin dans la transversalité, entre fiscalité, appui à la maîtrise d'ouvrage, gestion foncière ? Monsieur Carpentier propose de réfléchir sur cette question.

Après avoir remercié l'ensemble des participants, Monsieur Carpentier et Madame Frey proposent de décider par mails quelles seront les perspectives de travail du groupe pays Madagascar.

Compte-rendu rédigé par Mlle Assiba ABBACI, stagiaire au pôle Afrique de Cités Unies France

Documents distribués et disponibles auprès de Cités Unies France

- ⇒ Liste des présents et des excusés comprenant les coordonnées de chacun
- ⇒ Tableau synthétique de la coopération décentralisée à Madagascar (Document MPRDAT)
- ⇒ Lettre de politique foncière tirée du site du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche malgache
- ⇒ La réforme foncière, expérience du Lac Alaotra avec le projet BV Lac (Document PNF, powerpoint)
- ⇒ La réforme foncière : contexte, enjeux et extension nationale (2 Documents PNF, powerpoint)
- ⇒ Récapitulatif des impôts locaux suivant la loi de finances 2008 à Madagascar (Document MPRDAT)
- ⇒ La décentralisation et la coopération décentralisée à Madagascar : enjeux et perspectives (Document MPRDAT).